INTRODUCTION

À l'heure où je commence ce livre, la plupart des personnes que je côtoie n'ont pas conscience de la maltraitance dont nous sommes quotidiennement l'objet, ni de la profonde rupture anthropologique à laquelle nous sommes confrontés.

Depuis cette période Covid que chacun semble vouloir oublier, rien n'est plus vraiment « comme avant », ce qui pourrait être une bonne nouvelle. Notre monde était suffisamment imparfait jusque-là, pour que l'idée d'en laisser une partie derrière nous ait pu réjouir le cœur de beaucoup. Sauf qu'il ne s'est pas amélioré du tout.

Que nous en soyons conscients ou non, les cinq dernières années nous ont meurtris. Nous portons désormais les stigmates des traitements imposés aux populations, mauvais traitements et traitements de masse, contestables dès le début de la crise.

Certains d'entre nous ont perdu des proches, aînés ou enfants, parfois sans pouvoir les accompagner pendant leurs derniers jours, sans revoir leurs visages et sans les conduire jusqu'à leur dernière demeure. Ceci est une première rupture anthropologique sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Nos enfants ont souffert d'interruption sociale et éducative, lors de la fermeture des écoles, et pour les plus petits, de l'imposition d'un masque qui ne pouvait que perturber les apprentissages, ce qui fut confirmé par les études quelques mois plus tard.

Pour beaucoup, les conditions économiques de leur existence se sont brutalement dégradées, en commençant par celles des plus fragiles (indépendants, petits commerçants et artisans) dans un mouvement qui s'étendit, et s'étend encore, progressivement à tous.

Certains pays ont été plus épargnés que d'autres, grâce à des élites dirigeantes encore dévouées au bien commun. L'Inde notamment a fait preuve de l'antique sagesse dont elle est souvent gratifiée. D'autres, notamment parmi les pays occidentaux, ont pris des décisions beaucoup plus douteuses, pour des résultats plus dommageables. Nous verrons dans ces lignes que ce ne fut peut-être pas un hasard.

Mais surtout, et c'est sans doute là le plus remarquable, les populations ont été traitées par leurs dirigeants avec une brutalité, une inhumanité et un manque de respect de la dignité humaine qu'il me semble essentiel de nommer, pour qu'ils ne deviennent pas la norme, et pour que ceux qui les ont subis ouvrent les yeux et se redressent devant l'adversité.

Dans l'histoire de l'humanité, peu de périodes historiques auront été aussi déterminantes. Après les exactions inhumaines des deux guerres mondiales, beaucoup des boomers ont cru ingénument que l'horreur était dernière nous. Chaque génération ne naît-elle pas avec ce sentiment compréhensible que le meilleur est à venir et qu'elle en sera gratifiée ? Pour autant, il apparaît à de nombreux observateurs que ce à quoi nous avons affaire maintenant et que la crise dite du Covid a révélé dépasse en enjeux les crises du XX^{e} siècle. L'humanité s'est lourdement compromise dans les voies du matérialisme et la vénération du dieu argent, du moins une partie de ces « élites » qui prétendent la diriger même quand elles ne sont pas élues. Depuis longtemps déjà les orientations économiques, sociales, et même les décisions sanitaires, n'ont plus pour principale fin le bonheur de l'être humain, sa santé et sa prospérité, mais plutôt celle de minorités agissantes et d'intérêts obscurs qui se disent en charge mais n'agissent pas. Cette dégradation est antérieure au Covid : depuis plus de quarante ans en effet, les mêmes problèmes sont indéfiniment débattus : mauvaise gestion de l'immigration, de la pollution, de l'emploi, dégradation de l'enseignement, de la sécurité, du lien social – le fameux « vivre ensemble » qui se réduit de plus en plus à un « vivre face à face » comme le déclarait un ancien ministre de l'Intérieur. Plus récemment, c'est à la destruction méthodique de l'hôpital et à celle de notre souveraineté énergétique que nous avons assisté. Aucun début de solution ne semble jamais pouvoir être apporté, alors que ces questions sont débattues depuis plus de quarante ans par des acteurs économiques et politiques prétendument formés par les meilleures écoles aux fins de diriger le pays.

Au contraire, tout se dégrade.

Mais pas pour tout le monde.

Rien que pendant les années 2020-22, la richesse des principaux millionnaires, en France et dans le monde, s'est accrue de dizaines de milliards[1], tandis que de plus en plus de Français, étudiants, retraités modestes ou familles monoparentales, vont à la soupe populaire ou renoncent à se loger voire à se soigner. À ce rythme, les classes supérieures seront elles aussi bientôt atteintes, à travers la perte de valeur de leur patrimoine et le manque de débouchés pour leurs affaires. Quand un pays s'appauvrit, c'est tout son tissu social et humain qui périclite, et avec lui sa qualité de vie, sa culture, sa langue, son génie propre.

Mais alors posons-nous cette question naïve : ces problèmes sont-ils à ce point insurmontables qu'on ne puisse vraiment pas les régler ? Nos gouvernants ont-ils réellement le désir de trouver des solutions, comme ils le proclament en général avant chaque élection, ou bien sont-ils avant tout motivés par leur propre carrière et par la reproduction sociale décrite en son temps par Bourdieu[2] ?

Cette question est capitale, et elle en cache une autre : avons-nous affaire à de l'incompétence ? à de l'indifférence ? ou pire, à de la malveillance ? Les conséquences dans l'un ou l'autre cas s'avèreraient bien différentes. Car tout de même : tant d'intelligence pour si peu d'efficacité ? Est-ce réellement pensable ? Peut-on vraiment le croire ? Ou alors s'agit-il d'indifférence ? Après tout, tant que des problèmes demeurent, le pays a besoin d'hommes politiques ou de leaders qui lui promettent de les régler. Mais pourtant, ils ne les règlent pas. Est-il concevable qu'une partie au moins de ces élites occupe la place simplement parce qu'elle est narcissiquement et économiquement confortable, tout en regardant avec une indifférence désaffectée le pays se déliter et ses concitoyens souffrir ? Ce serait bien immonde. Enfin une autre hypothèse existe : celle de la malveillance. Depuis la gestion de la crise dite du Covid et le style de gouvernance qui a émergé à cette occasion, cette hypothèse ne peut plus être raisonnablement écartée. Elle sera débattue un peu plus loin dans ce livre.

Si nous sommes attentifs aux signes, si nous nous donnons le temps et la hauteur de vue, et acceptons de faire confiance à notre bon sens et à notre perspicacité, la crise dite du Covid que nous avons traversée nous a enseigné beaucoup, aussi bien sur le plan psychologique que politique, philosophique voire spirituel. Encore nous faut-il prendre le temps de décoder le réel par nous-mêmes, en partant de notre ressenti, de notre intelligence et de notre expérience. Encore faut-il nous réapproprier notre capacité à voir ce qui est sous nos yeux, à nous faire confiance et à penser par nous-mêmes. Encore faut-il enfin faire appel à la sagesse de nos anciens, aux bases philosophiques de notre culture humaniste qui a plus

que d'autres honoré l'être humain dans sa dignité, et dans sa nature libre et créatrice. Ce que nous risquons de comprendre alors ne sera peut-être pas confortable, et nous conduira sans doute à quelques lourdes désillusions sur l'époque, mais c'est à ce prix que nos souffrances n'auront pas été totalement inutiles, et que nous pourrons espérer tracer des chemins d'avenir plus conformes à notre dignité.

Comme beaucoup des personnes que j'accompagne, j'ai vécu les cinq dernières années dans un processus d'effarement et d'inquiétude dans lequel, progressivement, les pièces du puzzle semblaient s'ajuster. J'ai vu beaucoup de souffrances, et une énergie considérable être déployée non pas pour améliorer le système, mais juste pour tenter de le faire perdurer. Il m'est finalement apparu, comme à d'autres je crois, que nous étions à une croisée des chemins, et que le système ne pourrait pas se prolonger longtemps ainsi. Le matérialisme, l'intrusion par l'État dans la vie de l'individu, qui a de moins en moins voix au chapitre concernant son propre destin, ses choix professionnels, sa santé, sa libre expression, ses droits les plus élémentaires, sont incompatibles avec la démocratie. Il est devenu clair pour beaucoup de nos concitoyens que plus l'État nous parle de protections et de libertés, plus il nous les ôte ; plus il prétend vouloir notre bonheur, plus il l'entrave dans des charges et lois insupportables pour tous ; plus il nous incite au respect du prochain et au vivre ensemble, et plus il nous en rend les conditions difficiles. Cette contradiction entre les objectifs affichés, les valeurs affirmées et la réalité des conditions disponibles a rappelé à la psychologue que je suis une organisation psychique pathologique et dangereuse dont nos patients sont si souvent victimes : la perversion.

La perversion n'est pas qu'une déviance individuelle, ou une psychopathologie de l'individu. Elle est aussi un système qui en tant que tel peut s'étendre au groupe social dans son ensemble pour devenir un mode de gestion des entreprises et de la société tout entière. Ce système est d'autant plus destructeur qu'il agit sournoisement, en affichant des valeurs et des objectifs en réalité inverses à ce que son action promeut. La victime bernée par ce discours éthique et séduisant se persuade de son bien-fondé et surtout, surtout, ne peut imaginer qu'on la traite avec tant de cynisme.

Si nous transposons ce processus de la perversion à la gestion de la cité, il est à craindre que le citoyen, trop perturbé dans sa représentation idéalisée d'un « État-nounou », ne puisse pas imaginer qu'on lui mente et qu'on le trahisse à ce point. Et ce d'autant moins que les élites gouvernantes qui le dirigent lui ont souvent été données en exemple dans un pays où le prestige des grandes écoles est parfois moqué, mais rarement remis en question.

C'est pourquoi j'ai voulu écrire ce livre, en hommage à tous ceux qui ont souffert et souffriront encore, qu'ils en soient conscients ou non, car la personne ou le peuple victimes de perversion met souvent un temps très long à s'en rendre compte, et retourne la responsabilité de son mal-être contre lui-même, comme « on » nous y a incité durant la crise Covid. Pour sortir de cet étau, la victime aura souvent besoin de l'intervention bienveillante d'un tiers, de son psychologue par exemple, pour commencer à entrevoir qu'elle a été prise dans un terrible piège, présenté comme la solution la meilleure à un problème par ailleurs créé de toutes pièces. Si elle ne se résout pas à adhérer à la solution proposée, au discours tenu, elle sera alors taxée d'ignorante ou de déviante.

Mon objectif dans les pages qui viennent sera donc de décrire comment nous autres citoyens français, mais pas seulement nous, sommes aujourd'hui gérés par une gouvernance perverse, composée d'un ensemble de forces dont les buts ne sont pas précisément le bien commun de la population. Je tenterai de montrer comment la perversion prépare et introduit un système de plus en plus totalitaire, c'est-à-dire laissant de moins en moins de choix et de liberté à ceux qui le composent.

Pour cela, je commencerai par définir un peu précisément ce qu'est la perversion en psychopathologie, puis je reviendrai sur la gestion de la crise et ses conséquences humaines, en tant qu'elle a révélé cette perversion agissante. Je développerai le constat d'une dérive anthropologique que je ne suis pas la seule à considérer comme grave et menaçante pour l'avenir de notre pays, et de l'humanité tout entière[3]. Je montrerai comment cette dérive a pris racine depuis plusieurs décennies déjà, et cherche à nous conduire vers un mode de vie et de gouvernance où la liberté des populations et la dimension la plus noble de l'être humain ne seraient plus qu'un lointain souvenir.

Je tenterai de décrire cette gouvernance perverse dans ses ressorts et ses manigances, dans l'espoir qu'ils deviennent familiers à tous. Car ce que nous avons vécu n'est qu'une étape vers un monde où les populations seraient encore plus surveillées, contrôlées, pucées et traçables exactement comme des objets de consommation.

C'est en tout cas le projet avoué du Forum économique mondial de Davos et autres Comités de puissants[4], qui l'écrivent noir sur blanc, et nous le proposent bien sûr pour notre bien. Ce Grand Reset[5], dont le programme n'a rien d'enthousiasmant, se met en place hors de toute consultation démocratique, de tout vote voire de toutes informations données aux populations.

L'agenda du changement se décide et avance dans le silence assourdissant des médias, alors que des décisions très impactantes pour le destin des peuples et pour leurs libertés sont prises chaque jour dans des instances internationales non élues. Il est temps de comprendre de quoi il retourne. Il est temps de réaffirmer nos souverainetés individuelles et collectives, de faire corps ensemble pour la défense de nos modes de vie, de nos valeurs, et d'une vision de l'être humain conforme à son anthropologie. L'enjeu est essentiel, si nous voulons que nos enfants vivent une vie humaine dans un monde humain, et non une vie inhumaine dans un monde transhumain.

CHAPITRE 1

LA PERVERSION DANS TOUS SES ÉTATS

« Nous sommes en guerre »

Sur l'écran de nos téléviseurs, un homme encore jeune et un peu pâle déclare à six reprises : « Nous sommes en guerre ». En guerre contre un virus, si je comprends bien, et je m'étonne aussitôt du choix d'un tel vocabulaire pour l'arrivée d'un phénomène somme toute assez naturel : un virus... Mais ce qui retient mon attention, c'est l'attitude du jeune homme pâle. Je ne ressens dans son discours ni empathie, ni émotion, ni l'attitude digne et solennelle d'un dirigeant qui va conduire son peuple à travers une épreuve. Suis-je moi-même perturbée par l'annonce du danger viral ? Sans doute. Toutefois, je crois déceler comme un décalage, voire une vague jubilation, dans ces phrases qui s'enchaînent et ne me touchent pas au cœur. Je ne ressens ni peur ni inquiétude concernant cette annonce, mais comme une sorte de malaise, comme quand on est au théâtre devant un mauvais comédien, malaise qui m'empêche de rentrer vraiment dans la pièce. Deux jours plus tôt, le jeune homme sortait justement du théâtre avec son épouse, soucieux de rassurer l'opinion sur ce virus dont on parlait depuis deux mois déjà : il convenait de travailler, de sortir, de vivre normalement, nous disait-il. Tout était en ordre : dormez braves gens. Quelques jours plus tôt encore, le même jeune homme n'avait pas jugé bon de fermer les aéroports aux avions chinois, pays où était apparu le début d'épidémie : « un virus n'a pas de passeport » déclarait-il alors, dans une de ces formules peu compréhensibles dont il semblait avoir le secret. Quelques jours plus tard, le Premier ministre annonçait un confinement général de la population, à domicile, et pour une durée indéterminée.

À ce moment-là, j'étais auprès d'une collègue et nous préparions une intervention ; nous nous sommes regardées effarées, et mon amie a finalement déclaré : « Je ne sais pas ce qu'il adviendra de ce virus, mais ce qui est certain, c'est que la France va connaître une crise économique majeure avec une telle mesure. C'est à croire que nos dirigeants veulent nous ruiner. »

Psychopathologie de la perversion

Celle dont on parle tant…

On parle beaucoup de perversion dans notre société car elle se rencontre partout. Pour autant, savons-nous réellement ce qu'elle recouvre, comment elle agit et peut-être surtout comment la repérer et s'en prémunir ?

Le mot d'abord : pervertir vient du latin *per vertere*, qui signifie « renverser, retourner, tourner de travers ». Et en effet, le mécanisme de la perversion consiste à prendre une direction qui au départ semble conforme au réel, cohérente voire vertueuse, mais qui va progressivement s'infléchir, de manière à aboutir au résultat inverse de sa détermination première. C'est là tout son danger. Un discours pervers va d'abord se déclarer orienté vers un objectif louable, au service d'une cause apparemment juste, mais il y aura à un moment donné une légère inflexion, un point de décrochage presque invisible, qui va entraîner tout doucement le reste du discours vers une fin contraire aux objectifs déclarés. Et c'est précisément ce qui rend la perversion difficile à déceler : son caractère insidieux, sa malignité, cette façon d'avancer masquée en affichant une intention, une direction, un objectif ou un désir qui ne sont pas les vrais.

Quand on regarde le dictionnaire, les synonymes cités sont « dépravation, corruption, dérèglement ». On parle bien entendu de perversion des mœurs (au sens de Voltaire, c'est-à-dire l'ensemble des comportements admis dans une société), de perversions sexuelles (dont les contenus évoluent selon les époques). La personne perverse est donc déclarée par ce même dictionnaire « corrompue, dépravée, méchante, vicieuse ». Elle « se plaît à faire le mal ou à l'encourager ». **Il s'agit donc d'un comportement conscient et voulu, et non d'une pathologie ; la personne perverse n'est pas malade, elle est juste dévoyée, partiellement inhumaine car elle trouve son bonheur dans la souffrance des autres, à partir du détournement des lois de la vie.**

La perversité se réfère au « caractère d'une personne qui cherche à nuire ». En psychologie, elle est définie comme une tendance pathologique à accomplir des actes immoraux, agressifs, avec une malveillance systématique. Pervertir va donc consister à faire changer le bien en mal, le beau en laid, la vérité en mensonge. La perversion vise à rendre mauvais. Et nous trouvons des synonymes comme « dévoyer » (faire sortir de la voie), « dépraver » (du latin *pravus* qui signifie mauvais), mais aussi « empoisonner » (intéressant, nous y reviendrons), et encore « altérer, dénaturer, détourner de sa fin ».

La perversion s'oppose donc à l'authenticité, à la vérité, à la bienveillance, à la pureté des intentions, à la moralité, à la probité des mœurs, à l'honnêteté, à la loyauté, entre autres… Vous aurez saisi l'idée ☺

Sous toutes ses formes et quel que soit son champ d'action, la perversion a pour premier objectif et moteur principal le plaisir ressenti à dévoyer. Le pervers jouit de voir l'autre perdre ses repères, agir de manière contraire à ses intérêts ou à ceux d'autrui, et enfin il jouit de la souffrance de l'autre (sadisme). Il recherche cette jouissance par tous les moyens, ce qui explique malheureusement certains crimes abominables qu'on voit se multiplier ces dernières années.

La forme extrême de la perversion s'incarne dans ce qu'on appelle la psychopathie, qui elle se traduit par une absence totale d'empathie et d'émotion devant la souffrance de l'autre, ce qui conduit la personne à agir de manière « monstrueuse ». Le psychopathe est souvent marqué par un traumatisme d'enfance, assez grave pour avoir attenté à son développement psycho-émotionnel (viol, violences physiques ou verbales, dénigrement, humiliations). C'est pour cette raison que le tueur en série, par exemple, aura le plus souvent tendance à ritualiser ses crimes d'une manière qui cherche inconsciemment à rejouer le drame initial, pour tenter de l'évacuer ou de le tenir à distance.

Qu'il s'agisse de perversion individuelle ou de fonctionnement pervers d'une entreprise, d'une institution ou de la gouvernance d'un pays, le socle de toute emprise perverse est résolument la déshumanisation. Dans ces (dys)fonctionnements, le sujet humain est traité comme un objet : objet de jouissance sexuelle ou de harcèlement, employé/pion dont on attend une productivité dans l'entreprise, collaborateur destiné à pérenniser l'institution dans ses buts comme dans ses travers. Dans tout système pervers, l'intérêt de l'humain, son épanouissement, et même le respect basique de ses besoins, de ses rythmes, de ses droits, voire de sa dignité, sont délibérément ignorés. Dans quel but ? Obtenir la soumission, l'aliénation physique et mentale, rendre la vie de la plupart des gens tellement complexe et pleine d'adversité, de difficultés, de maltraitances de toutes sortes, qu'ils passent progressivement en mode survie, perdant de vue leurs rêves et leurs désirs, réduits à une vie mécanique et numérique, où tous pensent, agissent et survivent sur un même modèle ; un enfer entre Orwell et le Meilleur des mondes[1].

Perversion et narcissisme

Dans le domaine de la psychologie individuelle, la perversion la plus souvent rencontrée en cabinet est celle que l'on qualifie de perversion

narcissique, et dont beaucoup de nos consultants sont les victimes innocentes et cruellement atteintes.

Soyons clairs : nous ne voyons pas les pervers en séance, car une de leurs caractéristiques est de ne jamais se remettre en question. Le fautif, le coupable, ou celui qui dysfonctionne gravement et « devrait aller voir un psy », par définition, selon le pervers, c'est toujours l'autre. C'est pourquoi nous voyons arriver dans nos cabinets des cohortes de conjoints, enfants, parents, proches collaborateurs de personnes perverses narcissiques (en abrégé PN) qui se culpabilisent et se reprochent leur faiblesse, leur incapacité, leurs multiples incompétences, telles que le PN les leur assène depuis parfois des années, voire des décennies. Certaines de ces victimes nous disent à quel point leur bourreau (c'est moi qui choisis ce mot) leur parle durement, les traite rudement, les humilie en public, les rabaisse systématiquement, et les dévalorise. « C'est vrai que je ne suis pas très intelligente », « c'est vrai que je ne suis pas parfaite », « c'est vrai que je ne suis pas très organisée, pas très rapide dans mon travail », les entend-on nous dire. Autrement dit, ces malheureuses personnes ont intégré et intériorisé les brimades et commentaires méchants les concernant.

Elles sont convaincues de leur insignifiance, et parfois même sont reconnaissantes à leur bourreau (c'est toujours moi qui souligne) de sa patience et de sa présence auprès d'elles. Or ces personnes ne sont pas masochistes, et encore moins déficientes mentales ou handicapées. Ce sont souvent des personnes intelligentes, dotées d'une grande sensibilité et attention à autrui, qui ont pu être brillantes à une certaine époque (avant le travail de sape du bourreau). Elles sont souvent dévouées, généreuses, prêtes à la remise en question, ce qui en l'espèce s'avère désastreux pour elles[2].

Pourquoi parle-t-on de perversion « narcissique » ?

Parce que la perversion coïncide avec un arrêt du développement psychique de l'enfant au stade dit narcissique[3], c'est-à-dire le stade de développement psychique auquel l'enfant découvre sa réalité en tant que personne spécifique, distincte de sa mère, ayant son existence propre[4]. Cette étape du développement psychique est essentielle à la constitution du Moi, sans laquelle l'enfant pourrait rester dans l'indifférenciation entre lui et le monde caractéristique de la psychose. Il s'agit donc d'une étape, pas d'une finalité. Les étapes suivantes[3] permettront à l'enfant d'entrer dans la relation, de découvrir l'autre voire de s'y confronter, en tant que personne déterminée et spécifique, elle aussi stabilisée dans un Moi plus ou moins solide mais existant. C'est une étape qui permet à l'enfant d'expérimenter et d'éprouver la différence.

On pourrait dire, en quelque sorte, que la personne arrêtée au stade narcissique n'a pas découvert l'autre ! L'autre, en tant que sujet d'une interaction avec elle, quel qu'en soit l'objet, n'existe tout bonnement pas pour le « narcissique ». Il n'existe pas en tant que sujet mais en tant qu'objet, car le narcissique est à lui-même la mesure de toute chose. L'autre peut être objet de satisfaction ou d'insatisfaction, objet sexuel bien sûr, objet de sa convoitise, objet utile à sa carrière ou à sa progression sociale, mais objet, objet, objet toujours.

Le narcissique ne prête pas à l'autre la même humanité, les besoins, les désirs et les émotions habituelles qu'une personne saine prête habituellement à un autre être humain. Il ne voit chez l'autre que son utilité ou au contraire sa dangerosité, le fait qu'il puisse le gêner, être un obstacle ou une entrave à son développement. Le PN peut chercher en l'autre un soutien à sa faille narcissique, quelqu'un qui par son amour, son regard admiratif, son dévouement indéfectible, aura pour rôle dans la vie du PN de le rassurer et de le (ré)conforter. Mais le PN aura beaucoup de mal à reconnaître ce rôle précieux de l'autre dans sa vie, car il se veut autosuffisant et ne saurait admettre avoir besoin de qui que ce soit, être dépendant de l'un ou de l'autre. La reconnaissance, la gratitude, lui sont aussi étrangères que l'humilité et la générosité. Ce qui peut paraître surprenant dans un tel tableau, c'est que le PN est dans sa structuration psychique un être assez fragile, non fini. L'arrêt de son développement au stade du narcissisme ne lui a pas permis de dépasser l'angoisse de l'effondrement, de la dissolution du Moi, caractéristique de cette époque. Le narcissique ne pense qu'à lui car il craint plus que tout d'être détruit, anéanti, notamment par la présence de l'autre. C'est ce qu'on appelle la faille narcissique, que le PN protège en instaurant exclusivement des relations de domination, d'utilité, dans lesquelles il est impératif qu'il puisse contrôler l'autre et le garder en son pouvoir. Sentir son pouvoir sur l'autre lui donne le sentiment d'une force intérieure, d'une plénitude en réalité très transitoire et sans pérennité, qu'il doit donc renforcer régulièrement par de nouvelles agressions ou brimades pour prolonger ce sentiment précaire.

Mais n'allez pas pour autant plaindre le PN, ou, par un élan de compassion, chercher les mots et les moyens de le réconforter quant à sa valeur. Vous le payeriez très cher. L'offrande sera probablement acceptée mais vous serez alors désigné par lui comme proie possible et immédiatement il identifiera votre faille, cette ouverture dans votre protection dans laquelle il saura s'engouffrer avec cynisme pour vous « ferrer » comme le pêcheur ferre le poisson. Cette faille narcissique sur laquelle il s'est maladroitement construit n'est pas atteignable par un autre être humain. Rappelez-vous

que sa blessure est à ce point archaïque que le PN n'a pas eu accès à l'autre, à la relation et à l'empathie. Certains PN peuvent s'apaiser quand leur pouvoir est suffisamment conforté, mais cela signifie en général que leur(s) victime(s) sont définitivement conquises et soumises, que toute résistance, toute pensée individuelle, tout désir d'autonomie ou de liberté a été pour l'essentiel éradiqué. Et si certains PN s'amendent ou s'améliorent, c'est probablement qu'ils avaient des traits narcissiques et pervers, sans être arrêtés à ce stade de manière continue et radicale.

N'oublions pas, comme Freud l'avait à son époque révélé, qu'il existe une continuité entre le normal et le pathologique, et que l'être humain n'étant pas une « mécanique » il est très difficile de savoir à coup sûr si une personne à des « traits » pathologiques ou si la pathologie est en elle totalement installée. Car nous avons tous des « traits » pathologiques qui s'expriment par des comportements inadéquats quand nous sommes menacés, ou pris dans des situations extrêmes qui nous poussent au bout de nos mécanismes de défense. Ces traits ne font de nous une personne psychiatriquement malade que lorsqu'ils s'expriment en continu, y compris dans des situations banales et pas particulièrement menaçantes.

Il peut être tentant à notre époque et dans notre société de voir des PN partout. Il est vrai que le développement de cette pathologie va de pair avec un fonctionnement sociétal de plus en plus pervers depuis probablement ces 40 dernières années. Nous y reviendrons plus loin. Mais toute personne un peu manipulatrice ou simplement méchante ne peut pas pour autant être considérée comme PN. Il y faut l'ensemble des critères évoqués dans ce chapitre, et aussi une constance dans ses modes de réaction aussi bien sur le plan personnel que social ou professionnel.

La distinction est souvent délicate à opérer, et dans le doute je n'aurais qu'un conseil : « fuyez ! ». N'attendez pas de confirmer ou infirmer votre intuition dans un diagnostic hasardeux. Si vous avez poussé votre connaissance de vous-même suffisamment loin pour savoir repérer vos propres sensibilités et projections[5], alors faites-vous confiance et mettez une distance entre cette personne et vous. En cas de doute, vous pouvez consulter un professionnel, un psychologue ou parfois votre médecin, pour avoir un avis extérieur, et faciliter votre détermination.

La perversion dans le champ social

L'entreprise et la perversion du sens

Depuis une quarantaine d'années, nos diverses institutions, entreprises, administrations ou associations voient la perversion se développer dans leurs modes de management et particulièrement dans la gestion de ce qu'on nomme aujourd'hui « les ressources humaines ». La raison principale en est sans doute la recherche devenue obsessionnelle de la rentabilité et du profit, même là où la protection de l'humain dans sa fragilité devrait être la règle, comme par exemple à l'hôpital.

S'il est normal qu'une entreprise souhaite dégager du profit, elle peut le faire dans le respect, le partage et la redistribution à ses salariés, ou dans leur exploitation pure et simple. À la fin du XIX^{e} siècle en effet, dans l'Europe en cours d'industrialisation, les conditions de travail étaient souvent à la limite de ce que l'homme pouvait endurer, comme dans l'exploitation des mines ou la production métallurgique. Toutefois, l'influence du catholicisme était encore assez prégnante pour que certains patrons veillent sur un peu de justice et d'humanité au sein de leur entreprise. Et le développement de luttes souvent ardues des travailleurs déboucha sur un syndicalisme efficace qui obtint de vrais progrès au début et tout au long du XX^{e} siècle (congés payés, amélioration des conditions de travail, protection sociale).

Que s'est-il donc passé pour qu'au tournant des années 1980, un cynisme nouveau semblât s'emparer de certaines entreprises qui, tout en se conformant pour l'essentiel à la loi, mirent en place des stratégies d'exploitation et de contournement du respect dû aux collaborateurs ? Ces années 1980 pendant lesquelles, en France, les socialistes étaient au pouvoir, auraient pu être celles de l'achèvement du modèle social du salarié heureux dans une économie dynamique orientée vers la redistribution des richesses et un équilibre social en résultant.

Au lieu de cela, ce fut le vrai début de ce qu'on qualifia progressivement de « souffrance au travail » et de l'épidémie d'épuisements professionnels, bientôt nommés par le terme anglais de « burn-out ». Que s'était-il passé ? Doit-on incriminer les politiques de rachat d'entreprise qui débouchèrent sur des groupes pléthoriques installés dans des dizaines de pays et tendant à imposer des monopoles dans des guerres économiques souvent invisibles mais pour autant féroces ?

Après la crise économique de 1974, la course à la croissance devint un jeu hasardeux, et pour se développer plus vite, beaucoup d'entreprises

se lancèrent dans des politiques de fusion-acquisition qui donnaient lieu à des plans sociaux à répétition et à des réorganisations permanentes pour digérer ces acquisitions qui accroissaient le poids économique de l'entreprise, mais en entravaient souvent le fonctionnement. Ces groupes pléthoriques devenus obèses durent pour la plupart entrer en bourse pour trouver les capitaux nécessaires à leur croissance, ce qui fut très lucratif pour la Bourse, mais mit progressivement les conseils d'administration sous la dépendance des actionnaires devenus essentiels au financement de l'entreprise et d'une certaine manière à ses plus importants « clients ». L'urgence fut alors de dégager chaque année des dividendes pour les actionnaires, et un peu moins la pérennité à long terme de l'entreprise et de ses salariés. Ce fut le début des délocalisations au bout du monde d'entreprises parfois profitables sous prétexte de moindre compétitivité dans le cadre de la « mondialisation » galopante.

Ce fut aussi le début de la « perte de sens » qui, accouplée à une charge de travail souvent excessive, allait mener tout droit à l'épidémie de burn-out. L'obsession du profit et d'une productivité sans cesse augmentée aboutit en effet très vite à une charge de travail anormale, insupportable à long terme. Parallèlement, les métiers perdirent de leur attrait au rythme de la financiarisation des entreprises. Le goût du travail bien fait, dans les « règles de l'art », laissa place à un travail parfois de qualité médiocre mais présenté avantageusement. Le règne du marketing, du faux, de l'esbrouffe, du toc et de la moindre qualité commença là, pour ne plus s'éteindre.

Et la souffrance de toutes ces personnes embarquées malgré elles dans des jeux de dupes douloureux ne cessa plus non plus. Certes ce ne fut pas le cas partout, et des niches d'excellence demeurèrent dans des petites entreprises encore familiales et porteuses d'un savoir-faire unique et précieux. Celles-là même auxquelles la gestion de la crise du Covid allait porter un coup souvent définitif. Mais n'anticipons pas.

C'est à cette époque aussi que naquirent les multinationales, d'abord peu nombreuses, puis tentaculaires, au point d'influencer la politique des États, par le lobbying institutionnel mais aussi par le financement des partis politiques ; à cette époque, donc, que se développèrent les accointances douteuses entre le monde de l'entreprise et celui de la politique, au risque de perturber gravement le fonctionnement de la démocratie.

Comme nous l'avons vu plus haut, le premier indice de la perversion est le mensonge, la dissimulation des buts réels derrière de fausses barbes. Dans ce mode de gouvernance, l'humain est sans cesse soumis, sacrifié aux objectifs réels de l'entreprise qui sont soit le profit déshumanisé soit

le pouvoir, souvent les deux en même temps. La plupart des entreprises vantent dans leurs rapports annuels leurs politiques sociales ou managériales, mettent en avant la qualité au travail et le souci des collaborateurs. Or il n'en est rien. Comme le dit joliment le Nouveau Testament, on ne peut obéir à deux maîtres à la fois. Quand la priorité est la satisfaction de l'actionnaire, ce n'est pas celle du salarié, ni celle du client d'ailleurs. Dans l'entre-soi de la financiarisation de l'entreprise, le collaborateur est considéré le plus souvent comme un rouage utile, parfois nécessaire, à condition qu'il contribue à l'amélioration de la productivité, qui semble n'avoir pas de fin, jusqu'à nuire à la qualité du produit ou du service offert. Ce mensonge fondateur proclame donc le contraire de ce qu'il recherche. La violence de la perte de sens est sans cesse plus sensible aux collaborateurs, et plus on monte dans la hiérarchie moins on peut l'ignorer. Cela donne lieu à des injonctions contradictoires ou manipulatrices comme cette remarque d'une supérieure évoquée par l'une de mes patientes. Après qu'elle eut travaillé d'arrache-pied y compris le weekend pendant des mois sur un projet évidemment essentiel pour l'entreprise (laquelle l'abandonna quelques mois plus tard…), ma patiente avait obtenu un peu d'avancement et une petite augmentation. Au moment de la lui annoncer, sa supérieure lui déclara tout de go « L'entreprise sait qu'elle peut compter sur vous ! ». C'est-à-dire qu'au lieu de la féliciter pour le travail accompli qui justifiait la récompense, elle présentait la récompense en termes d'attentes pour l'avenir ! Le diable se loge dans les détails, dit le proverbe. Et la perversion prend racine dans de toutes petites choses qui en préparent de plus grandes, discrètement, et sans éveiller la plupart des consciences, dans ces glissements sémantiques ou ces intentions anodines, qui en réalité renforcent l'emprise sur l'individu.

Un autre aspect de cette déviance managériale est désormais enseigné dans certaines écoles de commerce : il s'agit du management par la terreur[6] ! Qu'une telle déviance ait pu être pensée et conceptualisée en dit déjà beaucoup sur l'état de la pensée managériale moderne ☹ Dans ce type de management, les qualités recherchées chez un collaborateur ne sont hélas plus la créativité, le sens critique et les qualités de leadership mais au contraire l'obéissance, la soumission et parfois – ce qui est plus grave encore – la réceptivité à la subornation. Autrement dit la capacité supposée à être corrompu ! Nous entrons là dans une vision mafieuse de l'entreprise qui certes n'est pas généralisée, mais le fait même qu'elle existe et soit théorisée et enseignée aux futures élites pose tout de même de douloureuses questions.

Cette perte des valeurs de base dans certaines entreprises (et souvent les plus grosses) entraîne évidemment un fort malaise chez les collaborateurs sains, qui voient des collègues aux méthodes peu recommandables obtenir plus de gratifications que ceux qui travaillent avec éthique. De tels comportements ont un effet de contagion à la fois vers des comportements déviants pour ceux qui sont corruptibles, et vers des réactions dépressives et anxieuses pour ceux qui sont restés sains. Mais la règle du jeu venant en général du sommet, les collaborateurs sains sont tôt ou tard conduits à se soumettre ou à se démettre. Cette réalité de l'entreprise est une des origines du mal de l'époque, à savoir le burn-out. Le discours dominant qui se répand actuellement sur l'absentéisme en entreprise et le peu de motivation au travail est de ce point de vue assez hypocrite. La plupart des adultes de ce pays savent qu'ils auront à travailler d'une manière ou d'une autre toute leur vie. Et pour l'essentiel, ils recherchent dans leur travail à la fois du sens, le sentiment d'être utiles, une reconnaissance et des relations sociales. Ces mêmes relations sociales ont été impactées par le télétravail qui a par ailleurs d'autres avantages, mais nuit à la socialisation. La reconnaissance n'est pas toujours le point fort de beaucoup d'entreprises, ou alors elle est connotée, comme nous l'avons vu plus haut, d'une emprise assez perverse sur le salarié « heureux élu ». Que devient le sentiment d'être utile quand le collaborateur constate que les décisions ne sont pas prises dans la logique des choses ? Et quand aucune des trois premières cases n'est cochée, comment espérer encore trouver du sens et de l'épanouissement au travail ?

Certains collaborateurs choisissent de réagir en refusant d'être victimes du système pervers et déclarent *in petto* « Puisque vous faites semblant de nous payer, de bien nous traiter, de vouloir régler les problèmes d'organisation que nous soulevons, eh bien nous, nous faisons semblant de travailler » ! Cette attitude, hors de toute qualification morale, a au moins l'avantage de moins faire souffrir le collaborateur qui prend ainsi une saine distance. Réfléchir à l'absentéisme et à la démotivation des salariés sans s'interroger sur les règles du jeu au travail peut donc paraître inadapté voire suspect.

Un autre effet pervers de l'entreprise se constate dans le nombre croissant des victimes de burn-out. Pour avoir accompagné nombre de personnes dans cette situation, j'ai pu constater l'ambivalence fondamentale de beaucoup de sociétés dans la gestion de ces cas douloureux. La règle générale en entreprise semble être le plus souvent de charger le collaborateur au maximum, particulièrement le management intermédiaire, managers de petites équipes, juste en dessous des Codir et Codex (comités de direction ou comités exécutifs). Tant que le manager ne « craque » pas, on le charge.

Et ceci bien sûr de la base jusqu'au sommet et du sommet vers la base. Chacun rejette alors sur l'échelon du dessous son trop-plein de travail, de stress ou de consignes douloureuses. Très régulièrement, la chaîne cède en son point le plus fragile et un collaborateur tombe en burn-out, de manière plus ou moins dramatique. C'est alors le silence et la stupeur dans l'entreprise, qui fait mine de ne pas comprendre, voire insinue perversement que le collaborateur rencontrait sans doute des difficultés dans sa vie personnelle, et commence à s'organiser sans lui, en chargeant souvent davantage ses malheureux collègues. Le problème est ainsi habilement renvoyé du côté du collaborateur et non plus de l'entreprise. Mais pour le collaborateur qui s'est effondré, les conséquences sont souvent dramatiques.

Il est en effet facile d'observer que les personnes touchées par le burn-out sont aussi les plus loyales à leur entreprise, les plus engagées, les plus motivées. Si elles en sont arrivées là, c'est souvent qu'elles ont tenu beaucoup trop longtemps dans des conditions insoutenables et dans l'indifférence de leur hiérarchie. Les personnes moins engagées, plus conscientes peut-être et moins dociles, vont en général voir leur médecin avant d'en arriver là. J'ai vu à ce propos des personnes ne plus pouvoir se lever le matin, croyant avoir subi un AVC pendant la nuit, littéralement paralysées par un état d'épuisement complet.

Un épisode de burn-out prend en général entre six mois et un an pour se résorber. Pendant de longues semaines, les personnes dorment, parfois 18 heures par jour. Certaines ont des symptômes graves, neurologiques ou psychiatriques, des angoisses, des tocs, des phobies de toutes sortes. La plupart, sous l'effet du trauma, ne pourront pas retourner dans le même service à l'issue de leur période d'arrêt. Les conséquences sur leur vie familiale sont réelles. Certaines ont des enfants qu'elles ne peuvent plus élever, des emprunts et des dettes à régler. Or au bout de quelques mois, leur traitement va baisser, l'entreprise passant le relais à la Sécu, et elles vont connaître la double peine de l'exclusion et de la menace économique. Beaucoup négocieront une rupture conventionnelle, quand l'entreprise en sera d'accord, ce qui n'est pas toujours le cas. Parfois, il faudra à ces personnes prendre l'aide d'un avocat, avec les frais que cela représente. On voit donc dans quelle spirale infernale de maltraitance sont entraînés des collaborateurs souvent zélés, et combien les dégâts humains sont considérables, en termes de santé, mais aussi d'estime de soi, d'inclusion dans la société et même de sens attribué à la vie. La question se pose donc de savoir si l'économie est au service de l'humain, ou l'humain au service de l'économie ; de la réponse à cette question, qui n'est pas clairement

discutée, dépend la conception anthropologique de l'être humain qu'une société souhaite défendre. Ou pas.

Car nul ne sort indemne d'un épisode de burn-out. Au positif, ces expériences constituent pour beaucoup de personnes une sorte d'enseignement qui les rend plus lucides et conscientes d'elles-mêmes mais aussi des enjeux et des manipulations du système. Pour autant, ces mécanismes dysfonctionnants sont voués à se propager dans la mesure où les fondements systémiques sont pervertis.

Depuis le Covid et la mise en place du télétravail dans nombre d'entreprises, les salariés ont pris des distances avec la motivation au travail, et certains observateurs parlent de démotivation générale devant le travail. Mais à qui la faute ? D'abord en arrêtant le travail pendant le premier confinement et ce pendant près de deux mois, nos dirigeants ont envoyé à la population un message à peine subliminal : *votre travail n'est pas essentiel*. L'entreprise peut s'en passer pendant deux mois, alors que d'habitude votre boss pinaillait pour une journée enfant malade ou un départ anticipé le soir pour aller voir votre médecin ? Où est la cohérence ? Sans compter le discours toxique sur les travailleurs « non essentiels » qui n'ont certainement pas oublié le peu de considération que le gouvernement leur a portée. Le travail fut-il donc désacralisé à l'occasion du Covid ? Probablement, surtout dans le contexte de la lente dégradation du sens que j'évoquais plus haut.

Rappelons-le, le profit est un objectif normal et nécessaire à la pérennité d'une entreprise, mais il ne devrait pas être le seul. Dans les années d'après-guerre et probablement jusqu'au début des années 2000 qui ont vu flamber la mondialisation, un chef d'entreprise se vivait comme un entrepreneur utile à la collectivité, dont le travail et la production avaient un sens et participaient directement à la santé économique de la France. C'était le même sentiment d'utilité pour l'agriculteur qui nourrissait la population, l'artisan qui livrait ses réalisations et le fonctionnaire fier et heureux d'assurer un service public indispensable à tous. L'économie avait à cette époque un ancrage dans le pays, dans la réalité quotidienne de ses habitants. Chacun contribuait au bien commun et tous avaient leur place, du plus modeste au plus diplômé. Chacun connaissait son rôle et son appartenance, qu'il raisonne en termes de métier ou de classe sociale, de tradition ou de modernité. Au-delà des conflits d'intérêts et des luttes sociales, chacun sentait bien qu'il était un rouage indispensable du Grand Œuvre national. Désormais la question se pose pour chaque Français de savoir à quoi sert son travail et quelle est sa place dans la société. Peu de professions ou d'institutions échappent à ce questionnement, plus ou moins conscient : les enseignants, qui voient l'École sombrer, les soignants

dont les moyens et les prérogatives sont détournés par des gestionnaires, les agriculteurs, qui n'ont plus de quoi vivre et auxquels on reproche désormais de polluer les sols ou de créer des nuisances aux riverains, tandis qu'on laisse entrer sur le territoire national des productions non soumises aux normes qui leur sont imposées. Le questionnement est le même pour les métiers du droit quand celui-ci est trahi aux profits d'intérêts douteux, ou pour tous ces métiers qui ont été qualifiés irrespectueusement de « non essentiels » pendant la crise Covid et n'ont pu que se sentir dénigrés. Restent peut-être les métiers du commerce ou de la finance qui ont au moins pour horizon de « faire de l'argent » ? Avec encore un petit sens de l'intérêt général ? C'est possible au cas par cas, mais nous sommes loin des valeurs éclairées, généreuses et humanistes qui ont caractérisé notre pays.

Quand l'institution trahit sa vocation

Pour clarifier mon propos, je nommerai ici « institutions » toutes les organisations, associations ou services consacrés à une cause ou au service du public, *a priori* hors du champ de la recherche du profit et de la part de marché. Et je prendrai comme premier exemple l'hôpital, dont la souffrance extrême s'est cruellement révélée lors de la crise Covid. Depuis le Moyen-Âge en France, l'hôpital, d'abord géré le plus souvent par l'Église, a été consacré au soin des pauvres et des déshérités. C'est important, car cela indique que l'ADN de l'hôpital, si mon lecteur me permet cette image, ressort d'une démarche de charité et de générosité. On accueillait gratuitement, on soignait le bon citoyen comme le brigand, on cachait parfois des hommes en délicatesse avec la justice, un peu comme dans les églises et dans les temples. Avec les progrès de la médecine et la croissance des Trente Glorieuses, l'hôpital est devenu le fleuron de la médecine française, doté des équipements les plus modernes et chaudron efficace de la formation des médecins les plus brillants de leur génération. Et ce jusqu'à récemment. Que s'est-il passé là encore ? Le Dr Louis Fouché, médecin réanimateur et grand penseur de nos maux contemporains, l'explique très bien dans son ouvrage *Agonie et renouveau du système de santé*[7] : « nous sommes en train de détruire le système de santé, pour réattribuer le monopole du marché des soins aux multinationales de la finance et de la data ». « C'est triste, ajoute-t-il, mais l'histoire de notre médecine n'est qu'une histoire de pognon et de pouvoir ». Et Louis Fouché d'expliquer comment une logique comptable et technocratique a fait main basse sur l'hôpital à l'horizon des années 2000, substituant là encore le profit à la qualité des soins, jusqu'à pousser les médecins à faire des actes inutiles pour les patients, voire possiblement nocifs, afin d'apporter de l'argent à l'hôpital ou dans leur propre caisse, ou de nourrir les laboratoires pharmaceutiques

qui financent les services hospitaliers à condition que leurs produits soient utilisés auprès des patients. Et Fouché de dénoncer la fameuse « tarification à l'acte » prévue par la loi de 2002 sur l'Assurance Maladie et les droits des malades.

Dans la logique de cette loi, plus un service réalise d'actes et plus il gagne d'argent. Et plus l'acte concerne des soins compliqués et techniques, meilleur est le remboursement. Il se produit depuis une « augmentation inarrêtable des actes », dont le remboursement vide les caisses de la Sécu, pour remplir les poches des industriels du soin, « avec pour complices les médecins » souligne Fouché. Nous assistons donc à une « mutualisation des pertes, et une privatisation des profits », précise-t-il, formule que nous retrouverons souvent dans les différents domaines d'action (de nuisance ?) de la gouvernance perverse. Les effets pervers de ce dévoiement du sens même de la notion de soin sont hélas innombrables, au premier rang desquels une nuisance directe sur la santé du patient, toujours convaincu que « le médecin sait ce qu'il convient de faire », alors que certains d'entre eux, à l'hôpital comme en cabinet privé d'ailleurs, lui proposeront des actes par pur intérêt, et *sans souci des conséquences néfastes possibles sur leur santé* ! Nous voyons ainsi à quelle distance sidérale de tels comportements s'éloignent de la logique du serment d'Hippocrate, qui déclare fièrement « *Primum non nocere* » (« D'abord ne pas nuire »), et dont il est important de rappeler ici que tout médecin doit y faire allégeance au moment de sa sortie d'études. J'entends dans ma propre patientèle des situations suspectes dont voici un exemple : une dame de 75 ans souffrant d'arthrose du genou envisageait une opération pour poser une prothèse. Entre-temps, sa fille lui fait remarquer qu'elle n'a pas vu de gynécologue depuis longtemps. Devant la pénurie de ces spécialistes, ma patiente se retrouve dans un cabinet inconnu où une femme médecin lui annonce des nodules à l'entrée de l'utérus et l'urgence de pratiquer une hystérectomie. Ce qui fut fait dans les plus brefs délais, laissant ma patiente épuisée pendant de nombreuses semaines, incontinente, et parfaitement isolée chez elle, ne pouvant plus sortir faire ses courses à cause de son genou handicapé. Une consultation avec un autre médecin la conduira à penser qu'il n'y avait pas d'urgence, voire pas d'intérêt, à opérer. Mais le mal était fait.

Voilà comment parfois une personne est précipitée, à cet âge qui peut être avancé pour certains, dans ce qu'on appelle un « syndrome de glissement », c'est-à-dire une spirale négative de perte d'autonomie puis de moral jusqu'à une mort possible, alors que ces personnes étaient en santé satisfaisante avant l'intervention prescrite. Ce ne fut pas le cas pour ma patiente et je m'en réjouis. Toutefois, dans sa sidération, cette dame n'a pas demandé